Activité de production agricole et industrielle pour les sociétés coopératives

A-Conditions d'inscription, de renouvellement et de modification de l'activité de production agricole et industrielle pour les sociétés coopératives :

1. Le projet et l'activité de production agricole et industrielle doivent être prouvés à la fois dans le registre du commerce et dans la carte fiscale de la société.
2. Qu'une lettre de consentement exprès inconditionnelle a été délivrée de La Fédération générale des sociétés coopératives pour extraire ou renouveler le registre des exigences de production, indiquant la période de validité de l'activité, le début et la fin, les biens et les quantités, ou qu'un certificat de registre industriel a été délivré à la société.
3. L'activité doit être existante cela est prouvé dans le contrat constitutif délivré par la Fédération générale des sociétés coopératives
4. Le règlement d'exécution du projet doit préciser le domaine d'opération, avec une période, un début et une fin spécifiés - biens et quantités
5. Dans le cas des associations agricoles, la société doit avoir une licence de fonctionnement délivrée par le ministère de l'agriculture
6. Les données du projet et de l'activité doivent être identiques dans chacun de la lettre de la Fédération Générale des Sociétés Coopératives, le contrat constitutif, le registre du commerce et la carte fiscale
7. Que le titulaire ou celui qui a le droit de gérer et de signer ou l'agent ne travaille pas dans le gouvernement.

B- Documents d'enregistrement, de renouvellement et de modification d'activité de production agricole et industrielle pour les sociétés coopératives :

1. Un formulaire de demande de carte d'exigences de production signé par celui qui a le droit de gérer devant l'employé compétent ou signé par l'agent ou le mandataire.
2. Une copie du dernier procès-verbal de l'assemblée générale formant le conseil d'administration et l'original pour révision.

3. Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport de celui qui a le droit de gérer, signer et l'original pour consultation.
4. **Si le demandeur est un agent ou un mandataire :**
 - Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport de l'agent ou le mandataire et l'original pour consultation
 - Une copie d'une procuration notariée du registre immobilier et l'original pour consultation (même un deuxième agent est accepté uniquement)
 - Ou l'original du formulaire du mandataire signé devant l'employé compétent par celui qui a le droit de gérer et de signer, ou l'authenticité de la signature par une banque agréée.
 - Reconnaissance de la validité de la procuration signée par l'agent (si le demandeur est l'agent de l'établissement).
5. Un extrait officiel récent du registre du commerce, valable pour une période n'est pas moins que 90 jours, et qui n'a pas été délivrée de plus de 90 jours, y compris l'activité de production agricole et industrielle de la société.
Ou l'originale d'une lettre de la Chambre de Commerce relative à l'exemption du registre du commerce (dans le cas où il n'y a pas de registre du commerce).
6. Une copie du contrat de constitution et l'original pour consultation
Ou une copie du Journal officiel dans lequel l'annonce de la société a été publiée et l'original pour consultation.
7. Le règlement de fonctionnement de la société comprenant les quantités et les biens spécifiques, et la période de validité de l'activité déterminée le (début et fin).
8. Une copie de la licence de fonctionnement du ministère de l'Agriculture qui correspond aux données du consentement exprès et l'original pour consultation. (dans le cas des associations agricoles)
9. Une copie de la carte fiscale est identique aux données d'enregistrement commercial et l'original pour consultation.
Ou un document de données essentiel pour le contribuable (si le projet est nouveau et n'a pas reçu de carte fiscale)
10. Dans le cas où il n'y a pas un registre industriel pour l'association

- L'originale d'une lettre de l'Union Générale des Sociétés Coopératives consentant expressément à l'extraction et au renouvellement du registre des besoins de production, indiquant la période de validité de la licence pour une activité déterminée le (début et fin) et les biens et quantités pendant cette période.
- Remplir « l'engagement d'activités qui n'ont pas de registre industriel » signée par celui qui a le droit de gérer et signer devant l'employé compétent ou signée par l'agent ou le mandataire.

11. Dans le cas où il y a un registre industriel pour l'association

- Une copie du certificat du registre industriel en cours de validité, inconditionnelle et permanente, et l'original pour consultation comprenant l'activité - son adresse - sa durée (début et fin) - les biens et quantités - le numéro d'enregistrement du commerce, le cas échéant - le caractéristique et nom commercial de l'installation.
- Remplir "l'Engagement d'enregistrement industriel" signé par celui qui a le droit de gérer et signer devant l'employé compétent ou signé par l'agent ou le mandataire.

C-Notes sur l'enregistrement, le renouvellement et la modification de l'activité de production agricole et industrielle des sociétés coopératives

1. Le document attestant l'activité est la lettre de consentement exprès de la Fédération Générale des Sociétés Coopératives ou un certificat de registre industriel, et le document attestant le pratique de l'activité est le règlement exécutif de fonctionnement de l'association.
2. Dans le cas où il y a un registre industriel :
 - Il n'est pas nécessaire d'indiquer dans le registre industriel qu'il est permanent, mais il doit être inconditionnel ou non temporaire.
 - Le registre industriel et la licence de fonctionnement sont considérés comme temporaire s'il est nécessaire de concilier la situation en eux (règlement du dossier d'environnement - défense civile).
 - Lors du renouvellement, si le registre industriel est temporaire, une carte temporaire peut être obtenue pour les exigences de production, à condition que le registre industriel présenté lors de l'inscription soit permanent.
3. La radiation de la licence de fonctionnement, est suivie de l'annulation de la carte des exigences de production